

## Alerte à l'action – Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida (GAM)

**URGENT : Le processus d'examen et de rapport au palier des pays est déjà commencé. Participez dès maintenant et faites-vous entendre!**

Préparé par le Conseil international des ONG de lutte contre le sida ([ICASO](#)) Mars 2017

En juin 2016, les États membres de l'ONU ont adopté la [Déclaration politique sur le VIH/sida : Accélérer la riposte pour lutter contre le VIH et mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030](#) (ci-après, la Déclaration politique de 2016). Au paragraphe 76 de ce document, les pays conviennent de « ... présenter à l'Assemblée générale [...] un rapport annuel sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pris dans la présente Déclaration... ». En 2017, les pays doivent évaluer leurs réalisations selon les objectifs établis en 2016.

Le processus d'examen des progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration politique de 2016 est une occasion de mesurer l'efficacité des réponses nationales au sida. Les rapports de ces processus doivent inclure les examens et rétroactions de toutes les parties prenantes des pays, y compris le secteur communautaire. Toutefois, il arrive souvent que des groupes du secteur communautaire – en particulier des populations clés – ne soient pas adéquatement impliqués dans le processus ou en soient exclus.

Le progrès de la réponse à l'épidémie du VIH est mesuré au regard d'un ensemble de dix engagements et objectifs mondiaux élargis, énoncés dans la Déclaration politique de 2016. Les voici :

1. Faire en sorte que 30 millions de personnes vivant avec le VIH aient **accès au traitement** par l'atteinte de la cible [90–90–90](#) d'ici à 2020
2. **Éliminer les nouvelles infections chez les enfants** d'ici à 2020 et faire en sorte que 1,6 million d'enfants aient accès au traitement du VIH d'ici à 2018
3. Assurer l'**accès à des options de prévention combinée**, y compris la prophylaxie préexposition, la circoncision masculine médicale volontaire, la réduction des méfaits et les condoms, pour au moins 90 % des individus d'ici à 2020, en particulier les jeunes femmes et les adolescentes de pays à forte prévalence et les populations clés (hommes gais et autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, personnes transgenres, travailleuse(-eur)s du sexe et leurs clients, personnes qui s'injectent des drogues et détenus)
4. **Éliminer les inégalités de genre** et mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination à l'endroit des femmes et des filles, des personnes vivant avec le VIH et des populations clés d'ici à 2020
5. **Réduire à moins de 100 000 par année le nombre de nouvelles infections à VIH parmi les adolescentes et les jeunes femmes**, en faisant en sorte que 90 % des jeunes aient les compétences, les connaissances et les capacités nécessaires à se protéger contre le VIH et aient accès à des services de santé sexuelle et génésique d'ici à 2020
6. Faire en sorte que 75 % des personnes vivant avec le VIH, à risque et affectées par celui-ci bénéficient d'une **protection sociale sensible au VIH** d'ici à 2020
7. Faire en sorte qu'au moins 30 % de la **fourniture des services soit dirigée par la communauté** d'ici à 2020

8. Faire en sorte d'**augmenter les investissements pour le VIH à 26 milliards \$ US** d'ici à 2020, y compris le quart pour la prévention du VIH et 6 % pour des moyens d'action sociaux
9. Habilitier les personnes vivant avec le VIH, à risque et affectées par celui-ci à **connaître leurs droits et à recourir à la justice** et aux services juridiques pour prévenir et contester les violations de droits humains
10. S'engager à sortir de l'isolement la réponse au sida au moyen de systèmes axés sur l'être humain pour améliorer la **couverture sanitaire universelle**, y compris le traitement de la tuberculose, du cancer du col utérin et des hépatites B et C

Les données déclarées servent à des examens nationaux (y compris le Fonds mondial et des efforts de reprogrammation similaires) et régionaux de même qu'à des analyses mondiales. Ces rapports visent à identifier les défis et contraintes et à recommander des actions pour accélérer l'atteinte des objectifs.

Le [Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida 2017](#) est le premier après la transition des Objectifs du Millénaire pour le développement vers les Objectifs de développement durable. Il s'agit également de la première année où sont consignés les résultats du cadre de suivi de l'évolution du VIH pour 2016-2021. Les directives<sup>1</sup> incluent un examen de l'ensemble des indicateurs ayant servi au rapport mondial au cours des dernières années, en plus d'indicateurs concernant la cascade du traitement.

**Le processus d'examen et de rapport pour l'année 2016 est commencé. Les pays doivent soumettre leurs rapports d'avancement à l'ONUSIDA avant le 31 mars 2017.**

Par le passé, l'ICASO et ses partenaires ont aidé des groupes du secteur communautaire à s'impliquer dans les examens et les rapports dans divers pays. Les examens réalisés par le secteur communautaire, y compris par l'ICASO, révèlent un degré variable d'implication du secteur : dans certains pays, la participation et l'implication sont exceptionnelles; dans d'autres, l'exclusion est la règle. La qualité et l'exhaustivité des rapports d'avancement des pays sont également variables.

Avec l'augmentation du nombre de pays soumettant des rapports (173 pays, en 2016), l'on s'attend à ce que le secteur communautaire joue un rôle de plus en plus déterminant. **Il est impératif que les groupes communautaires commencent à s'impliquer dès maintenant, si ce n'est déjà fait.** Le secteur communautaire possède des données et des informations cruciales que les gouvernements pourraient ne pas détenir ou ne pas vouloir déclarer, particulièrement en ce qui concerne les besoins et défis des populations clés et individus les plus à risque ou marginalisés. Les groupes communautaires peuvent apporter à la table des informations pertinentes et actuelles qui donneront un aperçu plus réaliste de l'épidémie à travers le pays.

**5 actions clés que vous pouvez entreprendre dès maintenant** pour une implication significative dans le processus du Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida 2017 :

1. **Mobilisez** vos collègues et organisations partenaires du secteur communautaire à militer pour l'implication significative du secteur communautaire dans les processus d'examen et de rapport. Consultez

---

<sup>1</sup> Consulter le diaporama à <https://docs.google.com/presentation/d/1-VYhnpzEcELLE1H4wnG4TYFM-NNMv8d6ZUT5v0sig-A/edit#slide=id.p> pour voir ce à quoi ressemble l'outil électronique.

la ressource « [Plus qu'une place à la table](#) » pour obtenir de l'aide afin de planifier et de soutenir une implication significative.

2. **Demandez** au directeur national ou au conseiller en information stratégique de l'ONUSIDA dans votre pays ce qu'il fait pour faciliter la participation du secteur communautaire tout au long du processus d'examen. **Demandez** à l'ONUSIDA de faciliter un processus inclusif et participatif pour toutes les parties prenantes. Pour la liste des directeurs nationaux de l'ONUSIDA, écrivez à [aidsreporting@unaids.org](mailto:aidsreporting@unaids.org). Consultez l'Annexe 1 pour des renseignements importants, y compris les dates clés, les rôles et responsabilités de l'ONUSIDA et des coparrainants au palier des pays, et des coordonnées.
  
3. **Examinez** tous les documents pertinents :
  - Les indicateurs du [Rapport mondial d'avancement](#) et des [Instruments des politiques et des engagements nationaux](#). Quelques considérations importantes :
    - i. Il est important de noter que l'ONUSIDA encourage les pays à soumettre également un rapport narratif composé de brefs sommaires narratifs de chaque engagement de la Stratégie d'accélération. Les pays peuvent également choisir de soumettre un rapport national récent, s'ils en ont un.
    - ii. Les pays devraient tenir compte de la pertinence de chaque indicateur pour leur épidémie locale [cliquez [ici](#) pour consulter la matrice des indicateurs]. Les pays sont invités à indiquer si un indicateur est considéré comme pertinent ou non; et, le cas échéant, si de nouvelles données sont disponibles. Lorsque des pays choisissent de ne pas faire état d'un indicateur spécifique, ils devraient indiquer pourquoi, car cela crée une absence de données qui devrait être différenciée de l'inapplicabilité d'indicateurs spécifiques aux épidémies dans certains pays.
    - iii. La plupart des indicateurs nationaux s'appliquent à tous les pays. Les indicateurs comportementaux pour les **populations clés à risque accru sont pertinents à tous les pays, quel que soit le taux de prévalence national**.
  - La [Déclaration politique de 2016](#) contient les engagements et les promesses formulés par les pays. L'examen et le rapport de 2017 sont basés sur ce document.
  - Les rapports d'avancement<sup>1</sup> antérieurs de votre gouvernement. **Établissez** si les processus d'examen et de préparation des rapports antérieurs étaient inclusifs et transparents et si les rapports soumis reflètent les réalités de l'épidémie et de la réponse dans votre pays. Assurez-vous que l'examen et l'analyse de 2017 sont réalisés avec l'implication de groupes du secteur communautaire, en particulier avec des personnes vivant avec le VIH et d'autres populations clés. **Communiquez** avec l'ICASO à [icaso@icaso.org](mailto:icaso@icaso.org) pour des outils et des ressources pour réaliser un tel examen du secteur communautaire.
  
4. **Communiquez** avec le Programme national sur le sida (ou l'équivalent) de votre pays et demandez comment le secteur communautaire sera inclus dans le processus d'examen et de rapport de 2017. **Vérifiez** qui, dans votre pays, dirigera la préparation du rapport et tentez de rencontrer cette personne. **Fournissez du soutien** au développement et à la publication d'un calendrier d'action et d'un budget, identifiant des jalons clés pour la consultation du secteur communautaire. Le processus d'examen et la préparation du rapport devraient impliquer des réunions avec toutes les parties prenantes nationales, y

---

<sup>1</sup> Les rapports des pays sont accessibles à <http://www.unaids.org/en/dataanalysis/knowyourresponse/countryprogressreports/2016countries> (narratifs) et <http://www.unaids.org/en/dataanalysis/knowyourresponse/ncpi/2014countries> (IPEN).

compris pour la validation du rapport. Demandez à recevoir le « droit de lecture » du rapport électronique.<sup>1</sup>

5. **Partagez** toute information que vous trouvez sur ces processus et les résultats avec vos partenaires communautaires. Cela rehaussera l'imputabilité et la transparence et appuiera les efforts de plaidoyer. **Communiquez** avec l'[ICASO](#) pour plus d'information ou pour partager vos expériences avec d'autres militants de la communauté.

---

<sup>1</sup> La personne clé qui gèrera le processus de rapport dans chaque pays recevra un nom d'utilisateur et un mot de passe en tant que seul éditeur des données saisies dans l'outil électronique. Ce responsable pourra donner un autre nom d'utilisateur/mot de passe aux partenaires clés au palier du pays, leur accordant le droit de lecture du rapport électronique.



17 janvier 2017

**RAPPORT D'AVANCEMENT SUR LA LUTTE CONTRE LE SIDA 2017**

[Traduction non officielle]

Cher(ère)s collègues,

La présente note fournit des renseignements sur les activités mondiales de suivi et de rapport concernant la réponse au VIH dans les pays. Au nom des sièges de l'OMS et de l'UNICEF de même que du Secrétariat de l'ONUSIDA, nous sollicitons l'appui des bureaux régionaux et nationaux pour aider les pays à compléter le **processus de rapport avant le 31 mars 2017**.

Un nouveau cadre de Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida (GAM) pour 2016-2021 a été établi afin de mesurer les progrès vers la réalisation des engagements et des objectifs énoncés dans la « Déclaration politique sur le VIH/sida de 2016 : Accélérer la riposte pour lutter contre le VIH et mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030 », adoptée lors de la Réunion de haut niveau sur l'éradication du sida en juin 2016. Il inclut un ensemble d'indicateurs actualisés et un questionnaire révisé sur les politiques (Instruments des politiques et des engagements nationaux). Le cadre de suivi a été examiné en 2015-2016 avec la contribution de parties prenantes des gouvernements, de représentants de la société civile et des coparrainants de l'ONUSIDA, y compris l'OMS et l'UNICEF. Les modifications au cadre de suivi sont décrites en détail dans les Directives sur les rapports GAM de 2017. Aligné sur les Objectifs de développement durable, le nouveau cadre de travail fait écho à la Stratégie d'accélération de la fin de l'épidémie du sida d'ici 2030, qui considère les cinq prochaines années comme étant cruciales pour mettre à l'échelle les progrès et répondre aux lacunes dans la réponse au sida afin de réaliser nos objectifs et engagements ambitieux.

Ce mécanisme coordonne la collecte des données et les rapports qui seront utilisés aux paliers national, régional et mondial, en plus de servir de base pour le **rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida en 2017** :

1. L'OMS, l'UNICEF et l'ONUSIDA formuleront des rétroactions concernant le rapport du Secrétaire général sur les ODD en 2017. Vous trouverez en pièce jointe une lettre du directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé, aux missions de pays à Genève relativement à ce rapport (Annexe 1). L'ONUSIDA présentera les données et leur analyse dans des rapports mondiaux sur le sida en 2017.
2. L'OMS dirigera le développement d'un rapport de situation bisannuel sur la réponse mondiale au VIH dans le secteur de la santé, qui examinera également la mise en œuvre des directives de l'OMS sur la prévention, le dépistage et le traitement du VIH. Ce rapport s'appuiera sur les indicateurs de suivi mondial de l'évolution du sida, qui incluent des indicateurs clés concernant le continuum des services liés au VIH.
3. L'UNICEF préparera la Mise à jour statistique de 2017 concernant les enfants et le sida, qui présentera un aperçu du fardeau actuel du VIH chez les enfants et les adolescents et des résultats au cours de la dernière année.

**Au palier national**, il est recommandé d'utiliser les données de suivi pour évaluer le progrès des objectifs et des engagements, pour éclairer les consultations nationales afin d'arriver à un consensus sur les conclusions et les recommandations, et pour guider l'examen des programmes.

**Principaux aspects du processus mondial de suivi et de rapport de 2017 :**

**i) Indicateurs et format des rapports**

Les rapports de 2017 demandent la soumission des données pour les indicateurs, des Instruments des politiques et des engagements nationaux et d'un rapport narratif d'avancement.

**Données désagrégées : âge et sexe**

Il est crucial que les pays collectent des données désagrégées et non seulement sommaires. Sans données désagrégées, il est difficile de suivre l'ampleur et la portée de la réponse à l'épidémie de VIH aux paliers national et mondial. Il est également difficile de suivre l'accès aux services et son degré d'équité, la pertinence d'un point de mire sur des populations spécifiques et les changements significatifs au fil du temps. Les données désagrégées sont conformes au principe des ODD de « ne laisser personne derrière ». Les trois agences de l'ONU devraient aider les gouvernements et les partenaires à collecter, à déclarer, à analyser et à utiliser des données désagrégées pour des résultats améliorés, en particulier chez les enfants et les adolescents.

**ii) Directives sur les rapports**

Des directives sur les rapports (y compris une description plus détaillée du processus et des indicateurs) seront disséminées sous peu.

**iii) Outil d'enregistrement électronique des rapports**

L'outil d'enregistrement électronique des rapports (<https://aidsreportingtool.unaids.org/>) qui a été utilisé en 2016 servira de nouveau en 2017. Il permet l'auto-inscription des utilisateurs, qui se verront accorder différents droits d'utilisation selon leur rôle.

**iv) Identification des points focaux des pays**

Les points focaux des pays de la ronde précédente recevront en janvier un courriel leur rappelant d'utiliser l'outil d'enregistrement électronique des rapports. En l'absence d'une réponse, nous aurons besoin de votre aide pour identifier les responsables pertinents. Les rapporteurs des pays seront les seuls individus autorisés à saisir/modifier les données, sauf s'ils décident de confier cette responsabilité à d'autres.

**v) Processus et échéances pour la collecte, la validation et la soumission des données au palier national**

Comme par le passé, l'OMS, l'UNICEF et l'ONUSIDA confieront aux bureaux régionaux la tâche de faire la liaison avec les bureaux nationaux, dans le cadre des processus suivants :

- a. **Communication du mémo conjoint aux bureaux nationaux** : Chaque agence devrait communiquer dès que possible cette note d'information aux dirigeants des bureaux nationaux et aux points focaux sur le VIH/sida des pays, par le biais des canaux de communication régionaux appropriés. L'Équipe conjointe de l'ONU sur le sida devrait veiller à ce que cette information soit communiquée aux autorités nationales pertinentes, par exemple au moyen d'une lettre conjointe co-signée par l'OMS, l'UNICEF et l'ONUSIDA au palier national.
- b. **Collecte des données au palier national** : Comme par le passé, nous recommandons que les bureaux nationaux de l'OMS, de l'UNICEF et de l'ONUSIDA appuient leurs collègues nationaux dans le classement et la validation des données et le développement d'un consensus au moyen d'un processus collaboratif unique entre les agences partenaires (comme les autres coparrainants, les CDC et l'USAID) et les partenaires de la mise en œuvre. Cet exercice de rapport est une occasion de contribuer à d'importants processus d'examen nationaux, comme ceux éclairant le nouveau modèle de financement du Fonds mondial (cas d'investissement, dialogue de pays, données pour la note conceptuelle) et les efforts de reprogrammation. Comme première étape, nous proposons

que les trois agences organisent une réunion conjointe et répartissent les tâches de liaison avec les gouvernements et les partenaires afin de soutenir la collecte et l'analyse des données pour les rapports de pays de même que l'examen de l'avancement de la Déclaration politique de 2016.

- c. **Assurer la qualité et la validité des données avant leur soumission** : Tout au long de la collecte des données, les employés nationaux de l'OMS, de l'UNICEF et de l'ONUSIDA devraient collaborer avec leurs homologues des bureaux régionaux et soutenir les points focaux des pays afin d'assurer la qualité optimale des données et leur soumission en temps opportun. Après la compilation des données, nous recommandons qu'une réunion de validation soit organisée par le gouvernement avec les agences partenaires, la société civile et d'autres parties prenantes pertinentes. Cette réunion devrait avoir lieu avant la soumission des données.
- d. **Soumission des données** : La soumission des données se fera par l'outil susmentionné d'enregistrement électronique des rapports. Les points focaux des pays seront avisés en janvier. Comme par le passé, l'outil électronique offre deux types de profils : *l'éditeur*, qui peut saisir et modifier des données, et *le lecteur*, qui peut les lire seulement. Le mot de passe du lecteur sera partagé avec les collègues des bureaux régionaux et nationaux de l'ONUSIDA, de l'OMS et de l'UNICEF pour permettre le suivi de la saisie et de la validation des données. La date limite pour la soumission des données par le biais de l'outil d'enregistrement électronique est le **31 mars 2017**. Si le point focal du pays a besoin d'aide pour la saisie et la soumission du rapport au moyen de l'outil, les collègues du bureau national sont encouragés à lui fournir l'assistance nécessaire.

**vi) Processus de validation des données aux paliers régional et mondial**

Le rôle des bureaux régionaux de l'ONUSIDA, de l'OMS et de l'UNICEF dans le processus de validation des données de 2017 demeurera important.

**Validation des données soumises par les pays**

Des questions élémentaires sur les indicateurs ont été intégrées dans l'outil électronique. Elles visent à détecter tout changement significatif (augmentation ou diminution) dans les données ou toute irrégularité dans les valeurs (p. ex., la valeur d'un pourcentage ne doit pas dépasser 100 %, etc.). Après leur soumission à la fin de mars, les données seront extraites et examinées par les sièges de l'ONUSIDA, de l'OMS et de l'UNICEF. Chaque agence coordonnera des questions en collaboration avec ses points focaux régionaux, puis elle les partagera avec les points focaux sur les indicateurs de l'ONUSIDA afin de préparer des indicateurs pertinents. L'ONUSIDA coordonnera la saisie dans l'outil électronique.

**vii) Personnes ressources** : Les personnes ressources des bureaux régionaux et des sièges de l'OMS, de l'UNICEF et de l'ONUSIDA sont identifiées dans l'**Annexe 2**, ci-dessous.

**viii) Informations additionnelles**

Les directives, l'outil de rapport électronique et des renseignements supplémentaires au sujet du processus sont accessibles à :

<http://www.unaids.org/fr/dataanalysis/knownyourresponse/globalaidsprogressreporting>.

Pour plus d'information concernant le processus de collecte des données et de rapport, veuillez communiquer avec :

Siège de l'OMS :  
[hivstrategicinfo@who.int](mailto:hivstrategicinfo@who.int)

Siège de l'UNICEF :  
[hivstrategicinfo@unicef.org](mailto:hivstrategicinfo@unicef.org)

Secrétariat de l'ONUSIDA :  
[AIDSreporting@unaids.org](mailto:AIDSreporting@unaids.org)

Merci à tous pour votre appui continu aux pays dans l'atteinte de leurs objectifs. En appuyant le rapport d'avancement sur les engagements et les objectifs de la Déclaration politique de 2016, vous

aidez les pays à mettre à l'échelle des réponses au VIH efficaces et fondées sur des données probantes.

Gottfried Hirnschall  
Directeur  
Département VIH/sida  
OMS

Chewe Luo  
Chef, Section VIH/sida  
Directrice associée  
Division des programmes  
UNICEF

Peter Ghys  
Directeur  
Information stratégique et évaluation  
ONUSIDA

**Annexes :**

- 1) Lettre du directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé, aux missions de pays à Genève**
- 2) Personnes ressources des bureaux régionaux et des sièges de l'OMS, de l'UNICEF et de l'ONUSIDA**



*Directeur exécutif*

Référence : EX0/2016/1973

À l'attention de tous les  
représentants permanents  
au bureau des  
Nations Unies à Genève

16 décembre 2016

[Traduction non officielle]

Cher(ère) ambassadeur(-trice),

J'ai l'honneur de me référer à la « Déclaration politique sur le VIH/sida de 2016 : Accélérer la riposte pour lutter contre le VIH et mettre fin à l'épidémie de sida d'ici à 2030 » (résolution A/70/L.52 de l'Assemblée générale), adoptée lors de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'éradication du sida en juin 2016. Je sollicite votre soutien continu afin de maintenir l'excellence du processus de rapports nationaux sur la réponse mondiale au VIH, qui demeure un des principaux mécanismes de reddition de comptes à l'échelle internationale.

La Déclaration politique sur le VIH/sida de 2016 reflète la Stratégie d'accélération de la fin de l'épidémie du sida d'ici 2030 et établit des buts et objectifs ambitieux pour la mise à l'échelle rapide de mesures essentielles de prévention et de traitement du VIH et d'approches structurelles afin que la réponse au sida arrive à dépasser l'épidémie. Les cinq prochaines années seront cruciales pour intensifier les progrès et répondre aux lacunes dans la réponse au sida afin de réaliser ces engagements et objectifs ambitieux.

Un nouveau cadre de Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida (GAM) en 2016-2021 a été établi pour mesurer le progrès des objectifs relatifs au sida convenus lors de la Réunion de haut niveau sur l'éradication du sida en juin 2016, conformément aux Objectifs de développement durable. Ce cadre de travail inclut un ensemble d'indicateurs actualisés et un questionnaire révisé sur les politiques, qui tiennent compte des connaissances et de la compréhension actuelles de l'épidémie du VIH, des approches de réponse, des percées scientifiques et des avancées méthodologiques en matière de collecte des données.

Les données déclarées par les pays dans le cadre du processus de Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida de 2016 ont été utilisées pour éclairer la Déclaration politique de 2016, deux rapports mondiaux (« The Prevention Gap Report » et « Get on the Fast-Track – a lifecycle approach to HIV ») ainsi que de nombreuses analyses mondiales et régionales pour guider les programmes. Les deux rapports mondiaux de 2016 font état d'importantes avancées et réussites conjointes susceptibles de changer le cours de l'épidémie du sida, mais ils signalent des progrès limités dans la prévention du VIH chez les adultes – un des plus grands défis de la réponse au sida. Nous devons poursuivre l'expansion de la prévention, du dépistage et du traitement du VIH, et la mise en œuvre d'actions structurelles afin d'atteindre les objectifs et engagements mondiaux de la Stratégie d'accélération.

ONUSIDA  
PROGRAMME COMMUN  
DES NATIONS UNIES  
SUR LE VIH/SIDA

UNHCR  
UNICEF  
WFP  
UNDP  
UNFPA  
UNODC  
ONU FEMMES  
OIT  
UNESCO  
OMS  
BANQUE MONDIALE

20, avenue Appia  
1211 Genève 27  
Suisse

Bureau +41 22 791 4722  
Télec. +4122791 4179

un aids.org

.../2

Afin de renseigner le Secrétaire général et l'Assemblée générale quant à l'avancement de la lutte contre le sida, nous invitons votre pays à soumettre ses données de suivi et un rapport narratif pour l'année se terminant en décembre 2016. Les données devraient être saisies dans l'outil d'enregistrement électronique des rapports GAM avant le **31 mars 2017**. Des orientations techniques sur le processus de rapport de 2017 vous parviendront sous peu. Entre-temps, veuillez adresser toute question à [AIDSreporting@unaids.org](mailto:AIDSreporting@unaids.org).

Permettez-moi d'exprimer à votre gouvernement mon appréciation de ses efforts continus dans la lutte contre le sida, et de réitérer l'engagement de l'ONUSIDA à vous soutenir dans le suivi, l'examen, le rapport et l'utilisation des données sur l'avancement vers les objectifs énoncés dans la Déclaration politique de 2016.

Cordialement,

Michel Sidibé

## **ANNEXE 2 : LISTE DES POINTS FOCALUX DE L'OMS, DE L'UNICEF ET DE L'ONUSIDA**

### **OMS**

#### **Siège**

Michel Beussenberg, agent d'information, Département VIH/sida

[hivstrategicinfo@who.int](mailto:hivstrategicinfo@who.int)

#### **AFRO**

D<sup>re</sup> Nirina Razakasoan, agente médicale, Information et planification stratégiques

[razakasoan@who.int](mailto:razakasoan@who.int)

D<sup>r</sup> Frank Lule, agent médical, Information et planification stratégiques

[lulef@who.int](mailto:lulef@who.int)

#### **EMRO**

D<sup>r</sup> Hamida Khattabi, agent médical, VIH/sida, ITS et hépatite

[khattabih@who.int](mailto:khattabih@who.int)

#### **EURO**

Annemarie Stengaard, épidémiologiste, Programme conjoint de lutte contre la tuberculose, le VIH/sida et l'hépatite

[ANB@euro.who.int](mailto:ANB@euro.who.int)

#### **PAHO**

D<sup>re</sup> Monica Alonso, agente médicale, Information stratégique sur le VIH/sida

[alonsomon@paho.org](mailto:alonsomon@paho.org)

#### **SEARO**

D<sup>r</sup> Bharat Rewari, scientifique, Unité VIH, hépatite et ITS, Département des maladies transmissibles

[rewarib@who.int](mailto:rewarib@who.int)

#### **WPRO**

Linh-Vi Le, épidémiologiste, Unité VIH, hépatite et ITS

[leli@who.int](mailto:leli@who.int)

### **UNICEF**

#### **EAPRO**

Shirley Mark Prabhu

[smarkprabhu@unicef.org](mailto:smarkprabhu@unicef.org)

#### **ROSA**

Annefrida Kisesa

[akisesa@unicef.org](mailto:akisesa@unicef.org)

#### **MENA**

Veena Medonca

[vmendonca@unicef.org](mailto:vmendonca@unicef.org)

#### **TACRO**

Luisa Brumana

[lbrumana@unicef.org](mailto:lbrumana@unicef.org)

Ralph Midy

[rmidy@unicef.org](mailto:rmidy@unicef.org)

Jose Bergua

[jbergua@unicef.org](mailto:jbergua@unicef.org)

## **CEE/CIS**

Nina Ferencic [nferencic@unicef.org](mailto:nferencic@unicef.org)

Ruslan Malyuta [rmalyuta@unicef.org](mailto:rmalyuta@unicef.org)

## **ESARO**

Anurita Bains [abains@unicef.org](mailto:abains@unicef.org)

Renato Pinto [rpinto@unicef.org](mailto:rpinto@unicef.org)

## **WCARO**

Landry Tsague [Ltsague@unicef.org](mailto:Ltsague@unicef.org)

Elevanie Nyankesha [enyankesha@unicef.org](mailto:enyankesha@unicef.org)

## **Siège de l'UNICEF**

Tyler Porth [taporth@unicef.org](mailto:taporth@unicef.org)

## **ONUSIDA**

### **ONUSIDA, Genève**

Taavi Erkkola, conseiller en information stratégique [ErkkolaT@unaids.org](mailto:ErkkolaT@unaids.org)

### **Asie et Pacifique**

Taoufik Bakkali, conseiller en information stratégique [BakkaliT@unaids.org](mailto:BakkaliT@unaids.org)

### **Latin America and the Caribbean**

Claudia Velasquez, conseillère en information stratégique [VelasquezCl@unaids.org](mailto:VelasquezCl@unaids.org)

Kate Spring, liaison régionale dans la Caraïbe [SpringK@unaids.org](mailto:SpringK@unaids.org)

### **Europe de l'Est et Asie centrale**

Irina Savtchenko, conseillère en information stratégique [Savtchenkol@unaids.org](mailto:Savtchenkol@unaids.org)

### **Moyen-Orient et Afrique du Nord**

Ali Feizzadeh Khorasani, conseiller en information stratégique [FeizzadehA@unaids.org](mailto:FeizzadehA@unaids.org)

### **Afrique orientale et australe**

James Guwani, conseiller en information stratégique [GuwaniJ@unaids.org](mailto:GuwaniJ@unaids.org)

Amala Reddy, conseillère en information stratégique [ReddyA@unaids.org](mailto:ReddyA@unaids.org)

### **Afrique occidentale et centrale**

Aliou Assani, conseiller sur le genre et l'égalité [AssaniA@unaids.org](mailto:AssaniA@unaids.org)